

Burundi : La Société civile conclut à de la "fraude" après l'enrôlement des électeurs

PANA, 18 décembre 2014 Bujumbura, Burundi - Des organisations réunies au sein de la Coalition de la Société civile pour le monitoring électoral ont sorti, jeudi, une déclaration-bilan de 19 jours d'enrôlement des candidats électeurs de 2015, dans laquelle les signataires concluent à de la "fraude" basée surtout sur la manipulation ou l'utilisation "abusive" de la carte nationale d'identité, notamment par des "mineurs" et des "étrangers". Des organisations réunies au sein de la Coalition de la Société civile pour le monitoring électoral ont sorti, jeudi, une déclaration-bilan de 19 jours d'enrôlement des candidats électeurs de 2015, dans laquelle les signataires concluent à de la "fraude" basée surtout sur la manipulation ou l'utilisation "abusive" de la carte nationale d'identité, notamment par des "mineurs" et des "étrangers".

Les opérations d'enrôlement ont eu lieu du 24 novembre au 7 décembre 2014, à travers tout le territoire national et ont donné 3,5 millions d'inscrits sur 4,2 millions attendus dans les prévisions de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). La déclaration de la Société civile intervient au lendemain de la demande de démission des membres de la Ceni par une coalition de 18 partis politiques de l'opposition, l'année aussi sur la base d'irrégularités dans la conduite des opérations d'enrôlement. "Des cartes d'identité sans empreintes digitales du propriétaire, sans scellé communal ou qui étaient distribuées en dehors des services municipaux d'état civil par des directeurs d'arrondissement, de colline ou de quartier, constituent des éléments matériels de fraude électorale savamment pensés et mis en œuvre avec la complicité de l'administration communale", souligne, en substance, la déclaration de la Société civile. Les signataires demandent, en conséquence, l'annulation des résultats de l'opération d'enrôlement, l'audit de la carte nationale d'identité avant et pendant la période d'enrôlement. L'autre demande de la Société civile porte sur l'organisation d'une nouvelle opération d'enrôlement des électeurs sur la base des documents hautement sécurisés comme la carte biométrique. Au gouvernement et à la Ceni, la Société civile demande de prendre des engagements fermes pour rendre le processus électoral « inclusif, transparent et crédible » afin d'éviter tous les faits pratiques susceptibles de favoriser la violence électorale. Une réunion est prévue pour lundi sur fond de déficit de confiance qui ne cesse de se creuser entre les parties prenantes au fur et à mesure que le pays approche des échéances électorales de 2015. La peur est aussi grande dans l'opinion qui n'avait pas assisté à autant de combats radicaux de partis politiques, les uns pour le changement, les autres pour le statu quo.